



Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Arrêté N° *12-2022-06-14-00001*

du 14 JUIN 2022

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement
de la société **CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST (CMGO)**, dont le siège social est situé
Avenue Charles Lindberg, 33700 MERIGNAC
de respecter les prescriptions applicables à l'activité de carrière
exploitée au lieu-dit « Puech Hiver » sur la commune de Salles la Source

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur

- Vu** le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de la Préfète de l'Aveyron, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu** l'arrêté du 11 juin 2021, modifié par l'arrêté du 30 août 2021, portant délégation de signature à Mme Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003-210-12 délivré le 29 juillet 2003 à la société COLAS MIDI-MEDITERRANEE pour l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de SALLES-LA-SOURCE au lieu-dit suivant : « *Puech d'Hiver* » concernant notamment la rubrique 2510 (Exploitation de carrières ou autres extraction de matériaux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013-287-0011 du 14 octobre 2013 transférant l'autorisation de la société COLAS MIDI-MEDITERRANEE au profit de la société COLAS SUD-OUEST ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°12-2016-12-16-006 du 16 décembre 2016 transférant l'autorisation de la société COLAS SUD-OUEST au profit de la société ROUSSILLE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-10-22-007 du 22 octobre 2018 transférant l'autorisation de la société ROUSSILLE au profit de la société BETON GRANULATS OCCITAN (BGO) ;
- Vu** la preuve de dépôt n°201800424 de déclaration du changement de dénomination sociale d'une installation classée Carrière de « Puech Hiver » - Salles la Source à la date du 1^{er} octobre 2018 au profit de la société GAIA ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-04-01-00009 du 1^{er} avril 2021 transférant l'autorisation de la société GAIA au profit de la société CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST (CMGO) ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'article 22.3.1 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 susvisé qui dispose : « [...] *En particulier, les concasseurs, cribles et sorties de tapis comportent des dispositifs de pulvérisation d'eau sous pression.* » ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 17 mai 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 7 juin 2022 ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 mai 2022, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- Les éléments de l'installation de traitement ne dispose pas de dispositifs de pulvérisation d'eau pour abattre au maximum les poussières ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 22.3.1 de l'arrêté préfectoral ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CMGO de respecter les prescriptions de l'article 22.3.1 de l'arrêté préfectoral afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aveyron :

ARRÊTE

Article 1 - La société CMGO exploitant une carrière sise au lieu-dit « Puech Hiver » sur la commune de Salles-la-Source est mise en demeure de respecter :

- les dispositions de l'article 22.3.1 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 dans un délai de **six mois** à compter de la notification du présent arrêté,

Article 2 - En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

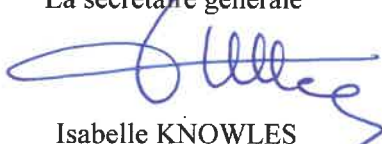
Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 - Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron
- Monsieur le maire de la commune de Salles la Source
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rodez, le **14 JUIN 2022**
Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale

Isabelle KNOWLES